

Nicolas Sarkozy : « Notre République a trop cédé »

Le président de l'UMP dresse un bilan sans concession des trois années de mandat de François Hollande.

CHARLES JAIGU JUDITH WAINTRAUB PAUL-HENRI DU LIMBERT

Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, au siège du parti mardi, rue de Vaugirard, à Paris.

LE FIGARO. - François Hollande souffle les trois bougies de son quinquennat. Que lui dites-vous ?

Nicolas SARKOZY. - Il a déjà battu tous les records en promesses non tenues. De mémoire de citoyens, jamais la France n'avait été si profondément trompée. L'échec le plus flagrant est celui du chômage : le « Moi président je réduirai le chômage » est devenu « moi président j'ai assisté impuissant au record du nombre de chômeurs ». Cet échec n'est pas seulement passif puisqu'il a personnellement contribué à ce désastre par une politique fiscale d'une brutalité sans précédent. Il a tant promis et au final si peu tenu. Trois années de tromperies. Quel triste anniversaire.

Vous présidez l'UMP depuis cinq mois et vous voulez changer le nom et les statuts. Est-ce le plus urgent ?

Depuis que je suis revenu, j'ai tout fait pour garantir l'unité de la famille. Nous l'avons remise au travail, afin qu'elle remplisse sa mission d'opposition. Lors des élections départementales, les Français ont sanctionné ce gouvernement et cette majorité. Ils nous ont dit aussi que le Front national ne représentait pas à leurs yeux une espérance pour la France. Ils comptent donc sur nous pour être à la hauteur de l'ampleur des défis à relever. Grâce à ce travail patient, nos compatriotes ont commencé à nous écouter à nouveau. Mais ils ne nous ont pas pour autant donné un blanc-seing. Nous devons faire davantage pour gagner leur confiance et rendre sa crédibilité à la parole publique. Et cela passe par la rénovation en profondeur de notre organisation politique comme j'en avais pris l'engagement.

Pourquoi « Les Républicains » ? Il y a beaucoup de scepticisme dans votre camp. N'est-ce pas un critère trop général pour définir un mouvement politique ?

Le changement des habitudes suscite toujours une inquiétude. J'ai beaucoup réfléchi à cette problématique. « Les Républicains » portent une promesse et incarneront notre ligne politique. Je ne voulais pas d'acronymes qui sont répétés mécaniquement et finissent par ne plus rien signifier. Nous avons besoin de nous élargir et d'envisager notre champ d'action et de pensée pour les vingt prochaines années. Dans cet esprit, nous ne pouvions nous en tenir aux clivages trop classiques entre la droite et la gauche. Ce clivage n'épuise plus le débat politique. En revanche, qui pourrait affirmer que le besoin n'existe pas d'une rénovation de notre République qui a trop souvent, ces dernières années, donné le sentiment de céder ? La République ne doit plus reculer. Les Républicains en feront leur premier combat.

Le PS n'est-il pas lui aussi républicain ?

Certes, ils le sont, mais les socialistes ont toujours mis le socialisme avant la République. Nous mettons la République au cœur de notre action. Ce n'est pas faire injure aux socialistes que d'affirmer que dans leur aveuglement idéologique, ils ont fini par tourner le dos à des valeurs républicaines centrales. Pour nous, la République, c'est l'autorité. Où est l'autorité républicaine après trois années de Mme Taubira ? La République, c'est la reconnaissance et la valorisation du travail. Qu'en reste-t-il après 103 taxes et impôts nouveaux en trois ans ? La République, c'est le mérite et l'excellence. Qu'en reste-t-il après la suppression des bourses au mérite et la tentative de suppression des notes et des classements ? La République, c'est la liberté d'entreprendre et le

soutien à tous ceux qui créent des emplois. Qu'en reste-t-il quand les entrepreneurs sont confrontés chaque jour un peu plus au carcan des règles, aux normes et à la méfiance ? La République, c'est la responsabilité, ce sont des droits et des devoirs. Qu'en reste-t-il quand le gouvernement conteste le mot même d'assistanat ? La République, c'est une identité française. Qu'en reste-t-il après la dévastation de notre politique culturelle ?

L'exclusion d'une jeune fille portant une jupe trop longue, est-ce un acte républicain ?

Autre bel exemple de la nécessité d'une République qui ne doit pas reculer. Je soutiens le proviseur de cette école. La question n'est pas de savoir de quelle couleur et quelle longueur est cette jupe, elle est de juger de l'attitude de cette jeune fille : s'agit-il d'un acte de prosélytisme ? Si oui, il faut l'interdire. Au nom de la République, il y a des pratiques sociales sur lesquelles nous ne pouvons pas céder. Imaginez qu'on laisse faire cette jeune fille. Dans trois ans, ce seront celles qui ne portent pas de jupes noires qui seront sous pression.

Si le voile est en contradiction avec les principes républicains et notamment l'égalité homme-femme, pourquoi ne pas l'interdire partout ?

La République doit définir des règles de neutralité qui s'imposeront dans l'espace public. C'est pourquoi je suis pour l'interdiction du voile pour les fonctionnaires au guichet des administrations, dans les établissements scolaires, à l'université, au collège, au lycée... Nous ne pouvons nous permettre à ce moment de notre histoire, avec les difficultés que rencontre l'intégration, la moindre entorse à la laïcité, au refus du prosélytisme et à l'égalité de l'homme et de la femme.

Où en est la mission sur l'islam de France que vous avez confiée à Henri Guaino et Gérard Darmanin ?

Il n'était pas question de débattre d'un sujet aussi important à quelques jours de la transformation de notre famille politique. Il fera l'objet d'un débat approfondi avant l'été.

Que dites-vous à ceux qui entendent dans ce nouveau nom une référence à la droite américaine ?

Il s'agit d'une bien vaine polémique. Les valeurs que nous mettons en avant ne sont pas les mêmes de ce côté de l'Atlantique. Nous refusons le communautarisme quand eux le reconnaissent. Pour nous, il n'y a qu'une seule communauté, c'est celle de la nation. Vous voyez bien que notre projet n'a rien à voir avec celui de la droite américaine. Républicains nous sommes, républicains nous voulons rester. En cela, nous demeurerons fidèles à notre histoire et à notre identité. Ce n'est pas un hasard si depuis un siècle tous les partis de la droite et du centre ont si fréquemment fait référence à la République dans leur appellation.

Marine Le Pen est sur le point d'exclure son père du Front national. Cela rend-il son parti plus républicain ?

À partir du moment où un parti politique est autorisé à se présenter à des élections dans le cadre des institutions de la République, c'est qu'il est compatible avec la République. Mais le spectacle qui a été donné par le père et la fille le 1er mai n'avait rien de républicain. On était même gêné de regarder cela ! On se demandait si c'était un drame familial, un conflit entre un fondateur et un successeur, une rivalité de leaders politiques... Il y a des comportements de secte dans le Front national aujourd'hui qui sont bien éloignés de ce qu'exige la République française.

Marine Le Pen ne peut-elle pas profiter de cette rupture ?

Qui peut penser une chose pareille ? Faut-il être à ce point déconnecté de la réalité ? Faut-il, au fond, à ce point douter du bon sens des Français ? Imaginez ce que vous diriez si l'un d'entre nous, à gauche comme à droite, se livrait à un tel spectacle ? Marine Le Pen a hérité du parti de son père, elle porte le nom de son père. Elle aurait découvert il y a deux semaines seulement que ce que disait M. Le Pen est scandaleux ? Alors que nous l'entendons dire la même chose depuis cinquante ans ? Ce que nous avons compris depuis si longtemps, Mme Le Pen ne le découvrirait qu'aujourd'hui ? Celle qui a profité de l'entreprise familiale, qui était bien contente de travailler pour le père puis de

lui succéder, pense maintenant que le père la dérange ? Quelle curieuse conversion ! Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle a été tardive. De là à l'en féliciter...

Se baptiser Les Républicains, n'est-ce pas une façon de se préparer à un éventuel second tour face à Marine Le Pen ?

Je sais par expérience qu'il faut attendre sereinement ce que disent les Français avant de faire un quelconque pari sur le résultat des élections. Tous les sondages nous mettaient derrière le FN aux départementales : à l'arrivée, nous étions dix points devant ! S'il y avait un second tour entre un représentant des Républicains et Mme Le Pen, chacun dans sa conscience aurait à choisir. Chacun est responsable. La République, c'est la responsabilité.

François Hollande a-t-il raison de dire que Marine Le Pen parle comme un tract du PCF des années soixante-dix ?

Non, car François Hollande s'est fait élire aussi avec les voix des communistes et de l'extrême gauche. Dire ce qu'il a dit, c'est une forme de mépris à l'endroit de ceux qui l'ont installé là où il se trouve.

Vous voulez aussi réformer le fonctionnement du parti. Les Républicains seraient-ils devenus adeptes de la démocratie participative ?

Un parti politique au XXI^e siècle ne peut être un simple rassemblement de supporters qui se contentent d'applaudir. C'est une question de respect. La seule façon de respecter ses adhérents, c'est de leur donner régulièrement la parole. Écouter, consulter, faire participer, c'est un changement considérable dans un mouvement politique où la tradition bonapartiste a toujours été si prégnante. Avec ce nouvel élan, notre ambition sera d'atteindre la barre des 500 000 adhérents, niveau jamais rassemblé dans notre pays.

Les adhérents voteront sur le nom. S'ils préfèrent garder l'UMP, que ferez-vous ?

Le bureau politique s'est prononcé, il a adopté « Les Républicains ». J'aurais pu m'en contenter. Mais j'ai souhaité donner la parole aux adhérents. Je veux qu'ils soient les premiers artisans de ce changement. Je leur fais confiance. On me dit que je prends des risques. Croyez-vous qu'on devienne président d'une formation politique si on refuse les défis ? Je crois dans cette stratégie. Chacun peut voir que notre famille politique se redresse. Je demande aux adhérents de me donner les moyens de continuer ce redressement. S'ils l'acceptent, nous franchirons une nouvelle étape. S'ils le refusent, ce sera le statu quo. C'est la démocratie. Chacun devra s'y faire. Pour moi, ce sont nos adhérents qui auront le dernier mot.

Et s'ils acceptent, quelle sera la suite ?

Le 30 mai, je l'espère, un nouveau parti, de nouveaux statuts, un nouveau nom. Début septembre, un conseil national pour lancer la campagne des régionales puis, en janvier, élections généralisées dans toute notre formation politique, dans tous les départements, les fédérations et les circonscriptions. Ensuite, nous aurons au moins six mois de travail intensif sur le projet de notre formation, avec des sujets très importants : quelle stratégie économique ? Peut-on conserver une politique fiscale à ce point différente de celle de nos voisins, ISF compris ? Faut-il garder le statut à vie pour tous les fonctionnaires ou proposer aussi comme je le suggère un statut à cinq ans ? Il faudra débattre de l'éducation, du drame de l'immigration non contrôlée, du terrifiant échec de l'intégration, de l'impossibilité pour l'Europe de continuer à fonctionner dans cet immobilisme. Et la liste n'est pas exhaustive. Une formation politique sans projet collectif ne serait qu'une addition d'écuries présidentielles. Le projet sera ratifié en juin 2016, ce qui nous permettra d'entrer en septembre 2016 dans le processus de la primaire, qui se terminera en novembre 2016.

Ce projet aura-t-il vocation à servir de socle à tous les candidats à la primaire ?

Que serait un parti politique sans idée et sans projet ? Une coquille vide. La concurrence, légitime, ne justifie pas qu'on soit en désaccord sur tout. Certains des candidats à la primaire voudront aller moins loin, certains plus loin, il y a des différences de sensibilité. Mais j'imagine que tous étant dans la même formation politique pour la plupart depuis des années, ils doivent partager un socle et

un idéal communs. La future primaire ne doit pas être une occasion manquée comme le fut celle des socialistes, qui ont hérité d'un candidat de circonstance qui n'était pas prêt et d'une ligne politique qui n'avait pas été tranchée.

« La détestable réforme des programmes scolaires »

JUDITH WAINTRAUB CHARLES JAIGU

LE FIGARO. - Que pensez-vous de la réforme du collège et de celle des programmes scolaires présentées par Najat Vallaud-Belkacem ?

Nicolas SARKOZY. - Il y aurait tant de choses à dire sur cette réforme, sans doute la plus détestable de la longue liste des réformes inutiles que nous avons connues depuis trois ans. On a l'impression que le gouvernement a voulu dans cette affaire additionner toutes les erreurs à ne pas commettre. Voici qu'on nous ressort le pédagogisme, c'est-à-dire le contraire de ce qu'il convient de faire. Voilà qu'on décide de supprimer les classes bilingues, au moment où il est si important de trouver les voies et moyens d'un rapprochement avec les Allemands pour faire avancer l'Europe. Cette suppression est un scandale, et je pèse mes mots, dans notre pays où les jeunes ont tant de difficultés avec les langues étrangères.

La refondation du programme d'histoire suscite quelques polémiques...

Présenter l'histoire de la civilisation chrétienne européenne comme facultative, et la remplacer par un cours obligatoire sur l'Islam et sa culture, c'est une méconnaissance de ce qu'est l'identité de la France et de son histoire. La seule chose qui compte, pour les auteurs de cette réforme, c'est que l'enfant « *ne s'ennuie pas* ». Dans la République, ce qui devrait compter, c'est que l'enfant apprenne ! Et pour apprendre, il faut faire des efforts. L'enfant doit sentir que c'est au bout de l'effort qu'il trouvera l'épanouissement et le bonheur ; comprendre que, dans la vie, on ne fait pas toujours que ce qui vous intéresse. Il n'y a pas de plaisir sans effort. Et cette espèce de « chasse à l'ennui », comme si l'école ne devait pas être aussi un lieu de contraintes, est une complaisance stupide. Une espèce de liberté sans limites qui affole les enfants, qui se trouvent perdus face à un monde dans lequel on ne donne ni repères, ni contraintes, ni règles. La République, c'est l'exigence. Et c'est parce que l'on sera exigeant que l'on pourra tirer tout le monde vers le haut. Cette réforme, c'est le contraire de l'exigence, c'est le nivellement qui tirera tout le monde vers le bas.